

CAHIER DES PRESCRIPTIONS COMMUNES

1	EXPOSE DU PROJET	3
2	LISTE DES LOTS	3
3	LISTE DES PLANS	3
4	LISTE DES PIECES ECRITES.....	3
5	PRESCRIPTIONS RELATIVES AU CCTP.....	4
5.1	GENERALITES	4
5.2	UNITE DE VALEUR DU CCTP.....	4
5.3	ENGAGEMENT DES ENTREPRENEURS.....	4
5.4	VALEUR DU CCTP	4
6	CHIFFRAGE DES TRAVAUX.....	4
7	REGLES TECHNIQUES	4
7.1	REGLES GENERALES	4
7.2	DOCUMENTS TECHNIQUES	4
7.3	LOIS, DECRETS ET DIVERS	5
7.4	REFERENCES LEGISLATIVES.....	5
8	REGLES ADMINISTRATIVES.....	5
9	REGLEMENTS PARTICULIERS	5
10	PLANS ET RENSEIGNEMENTS A FOURNIR PAR LES ENTREPRENEURS	5
10.1	RESERVATIONS	5
10.2	VERIFICATION DES DOCUMENTS	5
10.3	DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRISE	5
10.4	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES CONCERNANT LES PLANS	6
10.5	MODIFICATIONS	6
11	IMPERATIFS DE CHANTIER ET DE VOISINAGE.....	6
11.1	PARTICULARITES	6
11.2	PROPRETE DU CHANTIER	6
11.3	RESPECT DE VOISINAGE.....	6
11.4	SECURITE DE CHANTIER	7
12	ORGANISATION DU CHANTIER.....	7
12.1	REUNIONS DE CHANTIER	7
12.2	ACHEVEMENT DES TRAVAUX	7
12.3	RESERVATIONS, TROUS, SCELLEMENTS ET REBOUCHAGES.....	7
12.4	TRAIT DE NIVEAU	8
12.5	TRACE DES CLOISONS.....	8
12.6	PROTECTION DES OUVRAGES.....	8
12.7	BUREAU ET BARAQUEMENTS DE CHANTIER.....	8
12.8	AFFICHAGE DES PLANS.....	8
12.9	PANNEAU DE CHANTIER.....	8
12.10	STOCKAGE DES MATERIAUX.....	8
12.11	PRISE EN COMPTE DE LA MORTALITE DE LA FAUNE EN PHASE CHANTIER	8
13	MODIFICATIONS AUX TRAVAUX.....	9
14	RECEPTIONS	9
14.1	RECEPTIONS INTER-ENTREPRISES	9
14.2	REVISION DES TRAVAUX	9
14.3	ESSAIS DE FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS	9
14.4	PLANS DE RECOLEMENT – DOSSIER A FOURNIR APRES EXECUTION.....	10
14.5	CERTIFICATS DE GARANTIE	10
15	COORDINATION - PLANNING	10

1 EXPOSE DU PROJET

Le projet consiste en la reconstruction par l'UGECAM du centre médico-social d'Hérauritz sur la commune d'Ustaritz (64), incluant la réhabilitation d'un des bâtiments existant « IEM ».

Phasage

Il y aura lieu d'étudier avec la MO les conditions de logement et de transfert des personnes résident actuellement dans le bâtiment IEM.

Chambre témoin

Dès la mise hors d'eau et hors d'air de la partie hébergement, une chambre et salle de bains témoins seront réalisées dans leur intégralité, pour mise au point et validation de l'ensemble des prestations. Cette chambre et cette salle de bains sera remise en état en fin de chantier.

Démarche environnementale

Dans le cadre du projet, le maître d'ouvrage souhaite mettre en place une démarche environnementale de type HQE (haute qualité environnementale) sans demande de certification.

Chaque entreprise est tenue de prendre connaissance et d'intégrer dans son offre les frais afférents aux contraintes et exigences environnementales énoncées dans la charte de chantier à faible nuisance ainsi que dans les différents documents du dossier de consultation.

2 LISTE DES LOTS

00 PRESCRIPTIONS COMMUNES

01 VRD

02 GROS ŒUVRE – DEMOLITIONS

03 STRUCTURE BOIS-PAILLE – CHARPENTE – COUVERTURE – BARDAGES

04 ETANCHEITE

05 MENUISERIE ALU

06 MENUISERIE BOIS – AGENCEMENTS

07 PLATRERIE

08 PLAFONDS SUSPENDUS

09 CARRELAGE – SOLS SOUPLES

10 PEINTURES

11 SERRURERIE

12 ESPACES VERTS – CLOTURES

13 SIGNALÉTIQUE

14 ÉLECTRICITÉ – SSI

15 CHAUFFAGE VENTILATION CLIMATISATION PLOMBERIE SANITAIRE DESENFUMAGE

16 RAILS LEVE-PERSONNES

17 NETTOYAGES

18 ÉQUIPEMENTS DE CUISINE ET DE BUANDERIE

19 ASCENSEURS

20 DESAMIANTEMENT

3 LISTE DES PLANS

Selon sommaire joint au dossier.

4 LISTE DES PIÈCES ÉCRITES

Selon sommaire joint au dossier.

5 PRESCRIPTIONS RELATIVES AU CCTP

5.1 GENERALITES

Le présent document constitue le CCTP des travaux objets du chapitre 1 ci avant.

5.2 UNITE DE VALEUR DU CCTP

Par la signature de l'acte d'engagement, l'entrepreneur déclare avoir pris connaissance de l'ensemble du Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.), tous corps d'état, de tous les documents qui y sont mentionnés et de tous les documents constituant le dossier de consultation y compris ses éventuels additifs.

5.3 ENGAGEMENT DES ENTREPRENEURS

Les prescriptions mentionnées dans le présent CCTP ne sont pas limitatives.

Les Entrepreneurs s'engagent à exécuter les ouvrages tels qu'ils figurent sur les plans et tous les travaux nécessaires indispensables au complet achèvement du ou des lots qui leur sont confiés, selon les règles de l'art.

L'entreprise ne pourra se prévaloir d'omission pour ne pas exécuter tout ou partie d'un ouvrage qui constituerait un élément indissociable des travaux de son lot.

Il ne pourra se prévaloir en aucune manière d'un manque de précisions sur les limites des prestations pour ne pas exécuter l'ensemble des travaux de son lot.

Il lui appartiendra donc, après la notification de l'accord de principe et avant la signature des marchés de signaler tout oubli ou toute anomalie qu'il constaterait tant au vu des plans que du présent CCTP.

Les erreurs ou anomalies des ouvrages devront faire l'objet d'un justificatif écrit et chiffré annexé au marché.

5.4 VALEUR DU CCTP

Toutes les dispositions précisées au présent CCTP doivent être respectées, tant en ce qui concerne le choix des matériels et le mode de construction, que les dimensions, formes et dispositions d'ouvrages.

6 CHIFFRAGE DES TRAVAUX

À l'appui de son acte d'engagement, l'Entreprise devra fournir une Décomposition du Prix Global et Forfaitaire des travaux à effectuer, établi en suivant le cadre joint au dossier.

Les quantités fournies par la Maître d'œuvre sont données à titre indicatif.

En tout état de cause, **l'Entrepreneur demeurera responsable des quantités**, prix unitaires et évaluation de l'ensemble des travaux figurant sur la DPGF jointe à son Acte d'Engagement.

7 REGLES TECHNIQUES

7.1 REGLES GENERALES

Tous les ouvrages seront exécutés suivant les règles de l'art et devront répondre aux prescriptions techniques et fonctionnelles comprises dans les textes officiels, parus à la date de signature du marché et notamment ceux cités ci-après.

7.2 DOCUMENTS TECHNIQUES

Documents du REEF et du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment, et particulièrement :

- 1) les règles de calcul et les documents conformes au DTU "Documents Techniques Unifiés"
- 2) les normes françaises de la classe P (bâtiment), C (électricité),
- 3) les normes UTE et USE
- 4) les cahiers des charges pour l'exécution des ouvrages traditionnels
- 5) les cahiers des charges pour l'exécution des ouvrages non traditionnels
- 6) plus généralement, tous les cahiers techniques ou cahiers des clauses spéciales techniques ainsi que les agréments ou avis techniques des matériaux et équipements non traditionnels publiés par le CSTB.
- 7) Réglementation thermique en vigueur.

7.3 LOIS, DECRETS ET DIVERS

L'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, normes et tous textes nationaux ou locaux applicables aux ouvrages de la présente opération publiés le jour de la signature des marchés.

7.4 REFERENCES LEGISLATIVES

Au droit des généralités de chacun des corps d'état fonctionnels, ou de chacun des chapitres constituant les prescriptions du présent CCTP, il est fait référence aux textes, règlements et arrêtés en vigueur. Cette liste a pour but d'attirer l'attention des entrepreneurs sur les documents essentiels relatifs à la réalisation de ces travaux, mais ne saurait en aucun cas être considérée comme limitative.

Chacune des entreprises conserve, en tant que spécialiste et en raison même de sa qualification professionnelle, la seule responsabilité de l'ensemble des textes réglementaires régissant les travaux dont elle est chargée, leurs conditions de réalisation et les dispositions qu'ils imposent.

Il leur appartiendra donc de prendre les dispositions complémentaires qu'elles jugeraient utiles ou de signaler les anomalies rencontrées dans l'exécution de ces ouvrages.

En cas de discordance entre les différents textes et règlements, le document le plus récent fera foi.

8 REGLES ADMINISTRATIVES

Elles sont consignées dans le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics. L'Entrepreneur devra s'y conformer strictement, sauf dérogation expresse apportée par le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

9 REGLEMENTS PARTICULIERS

Chaque Entrepreneur devra s'assurer que les prescriptions du permis de construire et de l'avis du service départemental d'incendie et de secours sont respectées tant au niveau technique qu'administratif.

10 PLANS ET RENSEIGNEMENTS A FOURNIR PAR LES ENTREPRENEURS

10.1 RESERVATIONS

Suivant les spécifications du cahier des charges particulières, il est précisé que les Entrepreneurs doivent remettre à la Maîtrise d'œuvre, et ce pendant la période de préparation, les plans de détail fixant les emplacements et dimensions des trous, gaines, feuillures ou saignées à réserver dans la maçonnerie.

Faute de se conformer à ces indications, les entrepreneurs devront effectuer à leurs frais, après coup par les entreprises compétentes, tous percements de trous et raccords de toute nature.

10.2 VERIFICATION DES DOCUMENTS

Avant toute exécution, les Entrepreneurs devront vérifier les cotes des dessins qui leurs sont ou seront remis. Ils signaleront en temps utile à la Maîtrise d'Œuvre, les erreurs ou omissions qui auraient pu se produire ainsi que les changements qu'ils croiraient utile d'apporter. Ils provoqueront tous les renseignements complémentaires pour tout ce qui leur semblerait douteux ou incomplet.

10.3 DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRISE

Les plans Architecte et plans techniques de principe fournis à l'entreprise lors de la consultation serviront de base à l'élaboration des plans de détails et d'exécution, à la charge des entreprises.

Pour toutes modifications apportées aux documents fournis, l'Entrepreneur établira les plans d'exécution correspondants qui seront soumis à l'approbation de la Maîtrise d'Œuvre.

En ce qui concerne les réseaux, l'Entrepreneur établira le plan des ouvrages réellement exécutés en précisant les diamètres, les pentes des réseaux, l'implantation des regards.

Les Entrepreneurs sont tenus de fournir au Bureau de Contrôle tous les plans nécessaires à leurs missions.

10.4 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES CONCERNANT LES PLANS

Les plans et descriptifs font connaître le programme général de la construction. En cas d'omission, d'imprécision ou de contradiction dans les documents, les Entrepreneurs sont dans l'obligation d'obtenir auprès de la Maîtrise d'œuvre tous renseignements nécessaires et de prévoir dans leurs offres tous travaux indispensables à l'achèvement complet des ouvrages, tous corps d'état. Tout Entrepreneur sera tenu de vérifier les cotes indiquées dans les plans. Il demeurera responsable des erreurs qui pourraient se produire, soit de son fait, soit par manque de vérification des plans ou de visite des lieux.

10.5 MODIFICATIONS

Toutes modifications apportées en cours de travaux aux plans contractuels seront consignées sur les plans de récolement dont la fourniture est prévue au chapitre 14.4

11 IMPERATIFS DE CHANTIER ET DE VOISINAGE

11.1 PARTICULARITES

- Les travaux sont réalisés en site occupé. Le plus grand soin est attendu afin de limiter au maximum les nuisances et garantir la sécurité des résidents et personnels. Le PGCSPP est à respecter scrupuleusement.
- Le présent projet dispose d'une charte de chantier à faible nuisance, chaque entreprise et sous-traitant ont l'obligation de la respecter.
- Les travaux pourront se dérouler en plusieurs phases, se référer aux pièces écrites et pièces graphiques du DCE et au planning prévisionnel.

11.2 PROPRETE DU CHANTIER

Chaque entreprise et sous-traitant devra maintenir le chantier dans un parfait état de propreté, en enlevant au fur et à mesure de ses travaux et à minima quotidiennement ses emballages, gravats et autres déchets et en les évacuant jusqu'aux bennes.

Faute de quoi, la Maîtrise d'œuvre se réserve le droit de faire exécuter ces nettoyages aux frais des entreprises défaillantes par une entreprise spécialisée, de manière à laisser immédiatement le chantier prêt à être utilisé pour l'intervention de l'entreprise suivante ou pour la sécurité du chantier.

Ces dispositions s'appliquent à toute la période du chantier jusqu'à y compris le nettoyage de fin de travaux, avant réception des ouvrages et livraison à la Maîtrise d'Ouvrage.

Nous rappelons que la charte de chantier de l'opération est une pièce constitutive des marchés de travaux des entreprises. Toutes les entreprises ont l'obligation de mettre en place tous moyens afin de respecter celle-ci, son cahier des prescriptions environnementales ainsi que les annexes associées. L'offre des entreprises est réputée inclure l'ensemble des préconisations édictées dans ces documents. Toute remarque émise en phase travaux par la maîtrise d'œuvre, la maîtrise d'ouvrage ou leurs représentants devront être prises en compte par les entreprises sans possibilité d'argumentation financière.

L'entreprise désignée dans le PGCSPP et dans la charte de chantier de l'opération (lot Gros Œuvre) mettra à disposition de tous les intervenants des bennes à déchets, avec tri sélectif, et/ou autre dispositif suivant les prescriptions du PGCSPP et de la charte de chantier. Elle sera également responsable de leurs rotations.

11.3 RESPECT DE VOISINAGE

Chaque entreprise, pendant toute la durée du chantier, prendra ses dispositions pour respecter sous toutes ses formes le voisinage dans tous ses aspects juridiques, administratifs et pratiques.

Elle organisera en conséquence ses travaux en tenant compte de toutes les sujétions que le respect inconditionnel du voisinage impose : clôtures de chantier, palissades, protections diverses, niveau sonore, heures de travail, limitation de dégagement de poussières.

Chaque entreprise prendra toutes dispositions pour parer aux dégâts des eaux.

Si par son intervention dans l'exécution des ouvrages qui lui sont confiés naissait un litige entre les différents voisins, l'Entrepreneur admet de se substituer à la Maîtrise d'Ouvrage et à la Maîtrise d'œuvre pour régler tout contentieux né de l'exécution de ses travaux.

11.4 SECURITE DE CHANTIER

Chaque entreprise devra veiller à ce que la sécurité du chantier soit assurée vis-à-vis des tiers, conformément à la législation en vigueur et ce, tant pendant les heures de travail sur le chantier qu'en dehors de ces heures. Il devra prendre en conséquence toutes les dispositions matérielles nécessaires et en particulier effectuer tous les affichages réglementaires, clôture de chantier etc.. et toutes les mesures suivant les prescriptions du PGCSPPS.

12 ORGANISATION DU CHANTIER

12.1 REUNIONS DE CHANTIER

Des réunions générales, dites de chantier ou de coordination auxquelles les représentants qualifiés de l'Entreprise seront tenus de participer, seront organisées à l'initiative du Maître d'Œuvre pour permettre à tous les participants à l'acte de construire de se rencontrer et d'évoquer les problèmes généraux du chantier et d'y apporter des solutions. Les représentants de tous les lots sont tenus de participer à ces réunions, sauf accord spécifique de la Maîtrise d'Œuvre.

Ces réunions auront lieu chaque fois que l'intérêt du chantier l'exigera. Leur fréquence sera au minimum de 1 par semaine.

Par ailleurs, il pourra être organisé à l'initiative du Maître d'Œuvre des réunions particulières au cours desquelles il sera procédé par le Maître d'Œuvre à la vérification des travaux et où il lui sera remis par chaque Entrepreneur ses rapports journaliers de qualité.

De plus, dès la période de préparation de chantier et pour toute sa durée, des réunions ponctuelles ou systématiques pourront être organisées (mise au point des calendriers, réunions d'études ou de synthèse, réunions planning, etc.).

A l'issue de toutes ces réunions, il sera diffusé un compte-rendu qui sera accepté lors de la réunion suivante par toutes les parties en présence, ou au plus tard à l'issue d'une période de quinze jours sans notification de réserves écrites.

L'Entrepreneur s'oblige également, et indépendamment de ces réunions, à solliciter des autres participants et corps d'état concernés par ses travaux, des réunions lui apparaissant nécessaires à la concertation qui doit exister sur le chantier.

Les représentants de l'Entrepreneur à chacune de ces réunions doivent être qualifiés et mandatés pour pouvoir engager celui-ci pour toute décision rendue nécessaire par l'objet de la réunion. À défaut, l'Entrepreneur sera considéré comme absent et ne pourra plus s'opposer à aucune décision prise lors de cette réunion.

12.2 ACHEVEMENT DES TRAVAUX

Tous les travaux nécessaires au parfait et complet achèvement des ouvrages et au parfait fonctionnement des installations doivent être prévus par les Entrepreneurs et exécutés conformément aux règles de l'art.

Les Entrepreneurs doivent se rendre compte de l'importance et de la nature des travaux à effectuer et suppléer par leurs connaissances professionnelles aux détails qui pourraient être mal indiqués ou omis dans les plans et descriptifs.

En conséquence, les Entrepreneurs ne pourront en aucun cas arguer que les erreurs ou omissions aux plans ou au descriptif pourraient les dispenser d'exécuter intégralement tous les ouvrages nécessaires à l'achèvement absolu des travaux et installations et au bon fonctionnement des installations diverses.

12.3 RESERVATIONS, TROUS, SCHELLEMENTS ET REBOUCHAGES

Le ou les lots chargé(s) de la structure porteuse sont tenus de réserver dans tous ses ouvrages les trous, feuillures et percements nécessaires à l'ensemble de tous les corps d'état sous réserve que les autres lots leur fournissent, en temps opportun, avant coulage de béton ou travaux définitifs, les plans de réservations.

A défaut de ces renseignements, ces travaux seront effectués par les entreprises chargées de la structure porteuse aux frais de l'entreprise en défaut.

Chaque entreprise devra fournir à la Maîtrise d'œuvre et à tous les corps d'état concernés toutes les sujétions et réservations qui sont à effectuer par ces autres corps d'état, avant fabrication ou mise en œuvre ; faute de quoi, elle devra en supporter seule l'ensemble des conséquences.

L'ensemble des trous et percements supérieurs à Ø100 ou 100 x 100 est à la charge du lot chargé de la structure (GO, charpente, etc.) sur réservation ou du plâtrier dans le cas des cloisons en plaques de plâtre.

L'ensemble des trous et percements inférieurs à Ø100 ou 100 x 100 est à la charge du lot qui a besoin du trou ou réservation (CVC, élec, charpente, serrurerie, etc.).

Tous les scellements et tous rebouchages (y compris des réservations) sont réalisés par l'entreprise qui a eu besoin du trou ou de la réservation (CVC, élec, charpente, serrurerie, etc.). Elle devra reconstituer les caractéristiques de la paroi (coupe-feu, pare-flammes, acoustique, thermique, étanchéité, imperméabilité, etc.) ainsi que la finition prévue (enduit, ragréage, etc.), finition parfaitement soignée.

12.4 TRAIT DE NIVEAU

L'Entrepreneur de gros œuvre et/ou structure aura la charge de battre un trait de niveau à + 1.00 m du sol fini à chaque niveau, sur ses propres ouvrages et sur les cloisons et doublages et/ou autres parois.

Ce trait de niveau devra être maintenu parfaitement visible jusqu'à l'exécution des ouvrages de finition (peinture, revêtements etc.).

Le nivellement théorique donné sur les plans sera si nécessaire, modifié sur place avec accord de la Maîtrise d'œuvre, pour obtenir un bon raccordement avec les ouvrages existants.

12.5 TRACE DES CLOISONS

Le tracé des cloisons incombera au lot chargé de leur construction, en coordination avec les Entrepreneurs des lots chargés de la structure porteuse et Menuiseries extérieures.

12.6 PROTECTION DES OUVRAGES

Chaque entreprise est responsable de la protection efficace de ses ouvrages, et leur maintien pendant toute la durée du chantier jusqu'au nettoyage intervenant pour la pré-réception, ainsi que leur dépose. Entre autre, chaque entreprise devra protéger de l'humidité et des poussières tous ses matériaux et systèmes techniques.

Chaque entreprise sera responsable vis-à-vis des risques de vol sur chantier de ses matériaux et matériels.

Enfin il est demandé le plus grand respect de chaque entreprise envers les ouvrages réalisés par les autres intervenants.

12.7 BUREAU ET BARAQUEMENTS DE CHANTIER

Suivant les prescriptions du PGCSPS.

12.8 AFFICHAGE DES PLANS

L'ensemble des plans mis à jour sera affiché par l'entreprise du lot chargé des baraquements de chantier dans un emplacement désigné par la Maîtrise d'œuvre.

12.9 PANNEAU DE CHANTIER

L'entreprise du lot chargé des baraquements aura à charge le panneau de chantier en couleurs avec logos, de dimensions suivant prescriptions de son lot, suivant la réglementation en vigueur et le dessin de la Maîtrise d'œuvre.

De même un panneau spécifique aux sous-traitants pourra être ajouté, cette prestation étant incluse dans le prix global et forfaitaire remis à l'appel d'offres.

12.10 STOCKAGE DES MATERIAUX

Pendant toute l'exécution des travaux et ce, jusqu'à la réception, aucun local du bâtiment ne pourra être utilisé par le personnel des diverses entreprises pour les besoins autres que ceux concernant l'exécution de leurs travaux. En particulier pas de réservation pour les vestiaires, le stockage du matériel et des matériaux, etc. sans autorisation de la Maîtrise d'œuvre.

12.11 PRISE EN COMPTE DE LA MORTALITE DE LA FAUNE EN PHASE CHANTIER

Afin de limiter le risque de gêne (lumière, bruits, vibrations) ou de mortalité par écrasement de la faune nocturne durant le chantier, les travaux ne seront pas réalisés la nuit.

De nombreuses cavités anthropiques sont l'objet d'attractions pour certaines espèces cavicoles, notamment les oiseaux qui cherchent un gîte pour confectionner leur nid. Les tuyaux, poteaux creux, gaine de protection, etc. stockés sur site pendant le chantier sont par exemple des dangers potentiels pour ces espèces d'oiseaux.

Des solutions existent et doivent être mises en œuvre sur cette opération afin d'éviter ces dangers comme par exemple à titre non exhaustif :

- Utilisation de grilles pour obstruer les cheminées, les regards de compteur d'eau, les vides sanitaires, etc. ...
- Utiliser des bouchons ou des sacs pour obstruer les poteaux creux, les tuyaux plastiques, les gaines de protection, etc. ...
- Bâcher les parpaings ou briques entreposées, notamment au printemps.

Protection de la flore : les entreprises ne devront pas abîmer ou dégrader la flore existante sur site. Aucune intervention ne sera acceptée en dehors des emprises chantier et à l'intérieur des emprises chantier, les haies, arbustes, arbres conservés dans le cadre du projet devront dûment être protégés afin de ne pas être abîmés.

13 MODIFICATIONS AUX TRAVAUX

Toutes les dispositions précisées au présent descriptif doivent être respectées, tant en ce qui concerne le choix des matériaux et le mode de construction, que les dimensions, formes et dispositions des ouvrages.

Les modifications éventuelles proposées par l'entrepreneur ou demandées par le Maître d'ouvrage devront faire l'objet d'un ordre de service écrit et signé par la Maîtrise d'œuvre et le Maître d'ouvrage, ou d'un avenant de travaux. Cet ordre de service ou avenant de travaux écrit devra être accompagné d'un décompte détaillé faisant ressortir les plus ou moins-values correspondantes.

L'Entrepreneur et le Maître d'ouvrage ne pourront en aucune manière modifier d'eux-mêmes le projet des Architectes.

14 RECEPTIONS

14.1 RECEPTIONS INTER-ENTREPRISES

Les entreprises devant exécuter leurs ouvrages sur un support ou un ouvrage réalisé par une autre entreprise devront procéder avant toute exécution de travaux, à une réception contradictoire sous procès-verbal à joindre au compte-rendu de chantier.

Toute remarque qu'un Entrepreneur serait amené à faire sur le travail exécuté par un autre Entrepreneur devra être formulée avant commencement de ses travaux, par écrit, soit par courrier, soit en compte-rendu de chantier hebdomadaire.

Si toutefois l'entreprise démarre ses travaux avant cette réception ou avant d'éventuelles remarques, elle sera réputée avoir réceptionné sans réserves le support ou l'ouvrage, et ne pourra alors plus formuler de réclamations et devra supporter toutes les charges de travaux (correctifs, supplémentaires, remise en état, etc.) sur celui-ci, nécessaires à la réalisation de ses travaux.

14.2 REVISION DES TRAVAUX

En fin de chantier, les Entrepreneurs devront la révision complète de tous leurs ouvrages qui auraient été abîmés au cours des travaux ; épaufrures, trous, arêtes éclatées, taches, scellements défaits ou mal exécutés etc.

En particulier, l'Entrepreneur du lot gros œuvre devra s'il y a lieu, la réfection ou la réparation des trous et raccords mal exécutés par les services publics à l'occasion des branchements d'eau, électricité, assainissement, scellement de console, etc.

14.3 ESSAIS DE FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS

Afin de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, les entreprises devront effectuer, avant la réception des travaux, les essais et vérifications concernant les installations énumérées ci-après :

- chauffage, ventilation, climatisation
- téléphone
- installation électrique
- production et distribution d'eau chaude
- distribution d'eau froide
- évacuation des EU, EV, EP
- ascenseur
- portiers électroniques

- réseaux extérieurs d'alimentation en eau
- réseaux extérieurs d'évacuation
- organes de sûreté et d'alarme

Les renseignements nécessaires à la réalisation des essais et vérifications, et à la rédaction des procès-verbaux correspondants, sont ceux prévus par les documents techniques AQC. Les résultats de ces essais doivent être consignés dans des procès-verbaux qui seront envoyés pour examen au bureau de contrôle.

Ce dernier adressera à la Maîtrise d'Ouvrage avant la réception des travaux un rapport explicitant les avis portant sur les procès-verbaux mentionnés ci-dessus.

Toutes campagnes de réglages nécessaires au bon fonctionnement des installations avant réception sont réputées incluses dans l'offre des entreprises. De plus, nous insistons sur le fait que le planning de l'opération inclut une période de 2 semaines de marche à blanc des équipements techniques avant l'entrée des occupants pendant la période dite de "finitions"; cette période de marche à blanc devra impérativement être respectée.

14.4 PLANS DE RECOLEMENT – DOSSIER A FOURNIR APRES EXECUTION

A la réception, tant pour les ouvrages intérieurs que pour les ouvrages extérieurs, les plans cotés de tous les réseaux devront être remis à la Maîtrise d'œuvre qui ne pourra sans cela prononcer la dite réception.

Pour les corps d'état techniques, il y aura lieu d'effectuer un repérage par étiquetage.

Après exécution, les entreprises de tous les corps d'état s'engagent à remettre des dossiers comprenant :

- Plans détaillés des ouvrages
- Plans types
- Schémas
- Raccordements divers
- Notices techniques et notices d'entretien
- Listes des pièces détachées avec références
- Listes des matériaux et produits utilisés avec références
- Garanties accordées par les fabricants ou constructeurs
- Fiches signalétiques des entreprises

Ces documents seront remis en trois exemplaires au format papier et un exemplaire numérisé à transmettre par lien de téléchargement.

Les plans, outre le format papier, seront également remis au format AUTOCAD et PDF.

14.5 CERTIFICATS DE GARANTIE

Devra être également fourni à la réception, le certificat de garantie des produits mis en œuvre.

L'Entreprise d'électricité aura à sa charge l'ensemble des démarches et des frais pour l'approbation de son installation par le Consuel, le Cosael et les recettes des prises RJ45, la justification devant en être produite à la réception des travaux.

15 COORDINATION - PLANNING

Le calendrier définitif de travaux sera dressé par le Pilote en accord avec la Maîtrise d'œuvre et les différentes entreprises lors de la réunion de coordination générale. Ce planning d'exécution sera contractuel et sera notifié à l'issue de la période de préparation des travaux. Il ne pourra pas dépasser le délai prévu au marché initial.

Il comprendra d'un côté la livraison globale de l'ouvrage ou des parties d'ouvrage, et d'un autre côté la marche générale du chantier en vue du bon achèvement des opérations pour atteindre ces différents objectifs.

L'avancement du chantier sera notifié sur les comptes rendus hebdomadaires.

Dans le cas de retard à la livraison des ouvrages, suivant les différents paliers établis ci-dessus, les pénalités seront appliquées sur les situations correspondantes aux vues des comptes rendus de chantier et suivant le CCAP, à l'ensemble des entreprises qui auraient dû intervenir dans la période considérée, à moins que celles-ci n'aient pu intervenir par la faute d'une autre entreprise, auquel cas elle devra en faire part à la Maîtrise d'œuvre par lettre recommandée dans les 24 heures qui suivront à la date prévue de leur intervention sur le chantier.